

## Une stratégie canadienne en matière de services

Le secteur des services est un élément vital de l'économie canadienne, représentant 70 % du PIB et 75 % des emplois. Quelque 90 % des nouveaux emplois créés ces dernières années étaient dans le secteur des services. En 2008 seulement, 231 000 nouveaux emplois ont été créés dans les industries de services. Ce secteur est également le volet du commerce et de l'investissement international qui croît le plus rapidement, son taux de croissance annuel se rapprochant de 8 %.

On s'attend à ce que la prédominance de ce secteur augmente au sein de l'économie canadienne et qu'il devienne le principal inducteur de la création d'emplois et de la croissance économique. Un secteur des services dynamique et concurrentiel augmentera la compétitivité de l'économie tout entière.

Le secteur des services comprend un vaste éventail d'industries et d'activités, notamment le gouvernement, la finance, l'assurance, l'éducation, la technologie de l'information et de la communication, le transport/la logistique, la recherche-développement, le marketing, les médias, les services professionnels et l'ingénierie. Ces industries exigent une main-d'œuvre multidisciplinaire hautement qualifiée et offrent en retour des salaires élevés et des emplois à valeur élevée aux Canadiens.

Au-delà de la qualité de l'emploi, les services constituent un intrant essentiel pour la production de presque tous les produits industriels et agricoles, et pour les autres services. Selon l'OCDE, les services représentent 25 % de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier. La compétitivité et la productivité d'une entreprise ne sont pas seulement fonction de ses employés et de son capital social, mais également de la qualité et du coût des services qu'elle offre. Ces services sont de plus en plus souvent vendus et procurés à l'échelle mondiale.

Les technologies de l'information et de la communication sont des marchés planétaires pour les services axés sur l'information et le savoir. En 2008, le Canada a exporté près de 70 milliards de dollars de services. Mais, bien que les services représentent la majorité et une part croissante de l'économie du Canada, le secteur des services canadien fait face à d'importants enjeux qui doivent être réglés, notamment des pénuries de main-d'œuvre et des obstacles continus au commerce tant au pays qu'à l'étranger. Il y a également des possibilités de croissance à l'échelle internationale. À l'heure actuelle, 20 % du marché mondial est orienté vers les services et ce pourcentage augmente. Or, les services représentent seulement 13 % du commerce international canadien. Il importe donc que les ententes commerciales internationales du Canada continuent de préconiser un vaste accès aux marchés des services.

Étant donné le rôle intégral des services dans l'économie canadienne et la possibilité d'élargir notre présence sur les marchés internationaux, le Canada doit impérativement commencer à se concentrer davantage sur les services.

Le Canada doit également élaborer une stratégie exhaustive en matière de services.

### Recommandation

Que le gouvernement fédéral élabore une stratégie en matière de services axée sur cinq piliers :

1. Sensibilisation :
  - On doit créer un groupe de travail formel composé de hauts représentants de ministères fédéraux et provinciaux concernés par les services. Le groupe se concentrera sur un meilleur partage de l'information, effectuera des examens en profondeur des politiques et mettra en valeur la croissance du secteur des services. Une collaboration avec l'industrie et le milieu universitaire assurera la communication adéquate des projets liés aux services.
2. Mesures :
  - Statistique Canada doit élaborer un sondage exhaustif des services à l'échelle nationale et internationale et le distribuer aux industries de services et aux ministères gouvernementaux

concernés par les services. Le Canada ne compile pas assez de statistiques ou de données sur le secteur des services. C'est un problème systémique qui doit être réglé, car l'élaboration de politiques publiques efficaces et l'allocation des ressources exigent des mesures adéquates.

3. Recherche :

- Nous recommandons au gouvernement canadien de formuler des mesures pour encourager la R.-D. sur le secteur des services et l'élimination des obstacles réglementaires à l'investissement étranger direct. On doit améliorer le programme de RS-DE pour le rendre accessible aux petites et moyennes entreprises et élargir le crédit d'impôt à la RS-DE pour inclure tous les organismes qui effectuent des recherches.

4. Éducation :

- Nous recommandons au gouvernement de cerner les lacunes actuelles et futures du marché du travail et d'élaborer une stratégie nationale examinant comment le système d'enseignement actuel peut les combler. On doit créer un groupe de travail spécial mandaté pour examiner le système d'enseignement canadien à la lumière des services. Cet examen doit également cerner des cours multidisciplinaires fondés sur des pratiques exemplaires et trouver des façons d'en tirer parti à travers le pays.

5. Pour assurer la libre circulation des services au pays, on doit préconiser l'élimination des obstacles au commerce interprovincial. Nous recommandons également que les instances fédérales et provinciales veillent à ce que les obstacles temporaires à la mobilité de la main-d'œuvre aient un effet commercial restrictif minimal et à ce que le Canada tente d'harmoniser ses règlements avec les pays dotés de règlements semblables.